La panne de croissance met le gouvernement sous pression

25/10/2011 à 8h00

La panne de croissance confirmée par les derniers indicateurs économiques met le gouvernement français sous pression en l'obligeant à des ajustements budgétaires inconfortables à six mois de l'élection présidentielle.

Fragilisée par ce ralentissement, la promesse de réduction des déficits français a pris l'allure d'un impératif depuis l'annonce par Moody's qu'elle évaluait la situation de la France, et la réaction des marchés financiers qui a suivi.

> ***Alors que le gouvernement table encore sur une croissance de 1,75% en 2012, le consensus Reuters des économistes attend +0,9% à +1,0%. Paris s'est dit prêt à prendre acte du ralentissement économique en abaissant cette prévision et en prenant si nécessaire de nouvelles mesures.***
>
> ***Le besoin supplémentaire pourrait être d'au moins 5 milliards d'euros, un effort qui ne devrait pas poser de difficulté à un pays dont la dépense publique dépasse au total 1.000 milliards d'euros, selon les experts du parlement.***
>
> ***L'incertitude porte désormais surtout sur le calendrier et la nature de ces nouvelles mesures.***

"*S'il s'avérait nécessaire dans les semaines qui viennent, dans les mois qui viennent, de réviser la croissance, nous le ferions. S'il s'avérait nécessaire de faire des efforts supplémentaires, nous le ferions* », a déclaré lundi Valérie Pécresse, ministre du Budget et porte-parole du gouvernement.

Le gouvernement ne le précise pas, mais il pourrait attendre le chiffre de la croissance du troisième trimestre, dont la

première estimation sera publiée le 15 novembre, pour mieux cerner la situation et estimer les besoins.

"*Quand je dis attendre, ça veut dire prendre le temps de regarder l'ensemble des indicateurs qui vont être à notre disposition dans les jours et dans les semaines qui viennent et prendre la bonne décision, avec sang-froid, lucidité, avec finesse et justesse* », a dit Valérie Pécresse sur France Info.

LE SPECTRE DE LA RÉCESSION

Les indicateurs économiques publiés lundi confirment que le ralentissement de l'économie mondiale, européenne et française risque de refroidir les espoirs du gouvernement français.

"*L'économie est entrée en contraction au début du quatrième trimestre* », explique Jack Kennedy, économiste chez Markit, à propos de la France.

Les indices PMI publiés lundi par cet organisme montrent que l'activité du secteur privé s'est contractée en France en octobre pour la première fois depuis mi-2009.

"*A ces niveaux, les chiffres PMI impliquent un rythme trimestriel de contraction sensible d'environ 0,5-0,6%* », poursuit l'économiste. *"Une récession est peut-être à venir sauf si nous constatons un retournement rapide* ».

Selon les PMI européens, la contraction de l'activité est sensible dans l'ensemble de la zone euro en octobre.

"*Clairement, l'impact de la crise européenne sur l'économie réelle frappe fort, la demande et la confiance ont été touchées* », poursuit Jack Kennedy dans son commentaire sur la France.

Pour le gouvernement, l'urgence est d'abord de tenter d'apporter une solution à la crise des dettes souveraines en zone euro, qui déstabilise les marchés financiers mondiaux.

De nouvelles rencontres sont prévues cette semaine après les discussions européennes de dimanche à Bruxelles.

“*Si nous trouvons une solution globale aux problèmes de la zone euro, l’avenir va s’éclaircir et nous aurons une visibilité plus grande sur les perspectives économiques de la France et de l’Europe* », a expliqué Valérie Pécresse.

Les probables futures modifications budgétaires pourraient s’insérer dans le volet dépenses du budget 2012 ou dans un budget rectificatif attendu avant la fin de l’année.

Elles pourraient concerner en priorité les “niches” fiscales et sociales, après une dizaine de milliards d’euros de recettes supplémentaires décidée en urgence au mois d’août.

Le président Nicolas Sarkozy pourrait s’exprimer dans les prochains jours, une occasion de préciser les projets de la France.

“*Ce sera le discours de la vérité* », a seulement déclaré le ministre des Finances, François Baroin, lundi sur Europe 1.

Reuters